

Les entreprises émettent de vives critiques

Querelle autour de l'Office européen des brevets : L'examen est-il de plus en plus laxiste ?

L'autorité privilégie la masse à la classe et examine les demandes de brevet de manière de plus en plus bâclée. C'est ce que critique une initiative industrielle. Un examinateur de l'Office européen des brevets fait des révélations anonymes.

Munich. C'est un bilan record que présente l'Office européen des brevets (OEB) à Munich. Exactement 193.460 demandes d'inventions y ont été déposées en 2022, soit une augmentation de 2,5 pour cent et donc [un nombre record](#). Ce sont surtout les technologies vertes qui sont déposées, explique Antonio Campinos. "L'essor continu dans ce domaine contribue à faire progresser la transition énergétique", explique le chef de l'OEB.

Au niveau national, la Chine se distingue avec une augmentation de plus de 15 pour cent à 19 041 demandes, ce qui fait d'elle la quatrième puissance en matière de brevets. Les inventeurs allemands, qui occupent la deuxième place mondiale derrière les États-Unis, sont en revanche statistiquement moins performants, avec un recul de près de 5 pour cent à 24 684 demandes de protection. Cela pourrait susciter des inquiétudes - ou alors on a une vision des choses comme Beat Weibel.

Il est responsable des brevets chez Siemens. Avec 1.735 demandes, son groupe occupe la sixième place mondiale dans les statistiques OEB de l'année précédente, ce qui en fait le plus grand dépositaire de brevets au monde. le plus actif d'Allemagne. "Il ne s'agit pas de déposer le plus de brevets possible, mais le meilleur possible", explique-t-il pour expliquer sa philosophie. Celle de l'OEB est différente.

"Là-bas, tout semble être orienté vers la délivrance rapide et aussi efficace que possible d'un brevet", critique Weibel.

L'initiative demande plus de qualité et de transparence dans l'attribution des brevets

Il ne s'agit pas d'une vision isolée. L'automne dernier, l'initiative Industry Patent Quality Charter (IPQC) a été créée. Outre les Munichois, elle compte 19 autres signataires comme Bayer et Deutsche Telekom ou Nokia, Vodafone et Qualcomm. Ils demandent à l'OEB de changer de cap et de revenir à la qualité et à la transparence dans la recherche et la délivrance de brevets. De nombreux avocats spécialisés dans les brevets, comme en témoignent des articles de blog, ainsi que la Fédération de l'industrie allemande (BDI), se sont joints à ce concert de critiques de l'industrie. "Excellente initiative, très appréciée", a déclaré Siegfried Russwurm, président de la BDI, en louant l'IPQC. Selon lui, la qualité des brevets est déterminante pour leur valeur et leur stabilité juridique.

Les critiques de l'Epa voient des preuves de la baisse de la qualité des examens au sein de l'Office. Entre 2015 et 2021, le taux de délivrance des demandes de brevet est passé de 61,5 à plus de 70%, a calculé l'IPQC avec l'aide du BDI. Les examinateurs accordent donc de plus en plus de brevets qu'ils n'en rejettent. Ce qui augmente en parallèle, c'est le taux de révocation, qui passe de 41 à 46 pour cent. Ceux qui contestent un brevet délivré par l'OEB obtiennent de plus en plus souvent gain de cause, ce qui met souvent en péril les investissements basés sur ces brevets.

"En plus de leurs propres expériences, les membres de l'IPQC estiment que cela montre bien qu'il n'est manifestement plus possible de procéder à un examen complet des brevets", conclut Weibel, qui y voit le résultat d'une pratique qui mise sur le rendement. Cela ne correspond pas aux expériences que Siemens fait elle-même avec les documents de brevets. "C'est surtout dans le monde numérique qu'il devient de plus en plus difficile de comprendre les inventions et de les breveter", explique Weibel. C'est pourquoi les conseils en brevets du groupe prennent de plus en plus de temps pour rédiger les brevets, tandis que les examinateurs de l'OEB ont de moins en moins de temps. "Un écart se creuse", critique le manager.

Le contrôleur se confie : "Il y a une pression pour que nous produisions toujours plus".

Il y a une pression pour que nous produisions toujours plus, ce qui fait baisser la qualité", dit-il sous couvert d'anonymat. Les critiques du personnel ne sont pas appréciées à l'Office et ont été jusqu'à présent "complètement ignorées". En 2015, il avait encore trois jours pour examiner un brevet. "Maintenant, c'est moins de deux jours", révèle-t-il. Un système de points, déterminant pour l'avancement et donc une meilleure rémunération, favorise l'octroi de brevets. Il faut motiver précisément les refus et inviter les personnes concernées à un entretien. Cela prend du temps, pendant lequel on ne peut pas vérifier et accumuler des points. "Nous devons fermer les yeux et accorder le bénéfice du doute", déplore l'examineur de brevets.

En février, des représentants de l'OEB et de l'IPQC se sont rencontrés pour la première fois afin de discuter. L'OEB a nié les accusations, rapporte Weibel, qui croit savoir pourquoi l'office mise sur toujours plus de brevets en moins de temps. Il en coûte jusqu'à 10.000 euros à un demandeur pour qu'une invention débouche sur un brevet. Plus de brevets font augmenter les recettes de l'Office, ce qui profite financièrement aux 39 États européens qui le soutiennent.

Statistiques sur les brevets

Dans le classement des nations établi par l'Office européen des brevets, les États-Unis sont, comme les années précédentes, en tête des demandes déposées en 2022, devant l'Allemagne, le Japon et la Chine. Mais les tendances sont très différentes. Les inventeurs américains ont déposé 48 000 brevets, soit 3 % de plus, tandis que leurs collègues allemands en ont déposé 24 684, soit presque 5 % de moins. Chez les inventeurs japonais, le nombre de demandes a stagné à 21 500. La plus forte croissance a été enregistrée en Chine, avec une augmentation de plus de 15 pour cent, pour atteindre un peu plus de 10 000 brevets.

19 000 demandes de protection. Parmi les 25 plus grandes nations de brevets, c'est en Allemagne que la baisse a été la plus forte. Au niveau des entreprises, Siemens est le groupe allemand le plus innovant avec 1 735 demandes déposées l'année précédente, devant BASF avec 1 401 demandes de brevets et Bosch avec 1 214. À l'échelle mondiale, c'est en revanche le groupe chinois controversé Huawei qui domine avec plus de 4 500 demandes de brevets, suivi par le sud-coréen LG et l'américain Qualcomm. À l'échelle mondiale, Siemens occupe la sixième place, BASF la huitième et Bosch la onzième. Les domaines technologiques dans lesquels les demandes sont les plus nombreuses sont la communication numérique et la technologie médicale, avec environ 16.000 demandes de protection chacune.

"Mais il s'agit aussi d'innovations de l'industrie européenne", estime Weibel. C'est particulièrement vrai pour le brevet unitaire européen, qui entrera en vigueur en juin, a-t-il ajouté.

La maximisation des recettes ne devrait pas être la priorité, avertit le responsable des brevets de Siemens. Si l'OEB ne change pas d'avis, son groupe déposera de plus en plus de demandes auprès des offices nationaux de brevets comme celui d'Allemagne ou des Etats-Unis. Ceux-ci répondent davantage à leurs propres besoins. En revanche, l'OEB a plutôt servi les groupes asiatiques qui misent sur la masse plutôt que sur la classe.

Les demandes de la Chine, pays en plein boom des brevets, ne sont pas de moins bonne qualité que celles des groupes occidentaux, répond l'OEB. La diminution du nombre de demandes en provenance d'Allemagne est due au fait que les domaines d'invention typiquement allemands tels que la construction mécanique ou la technique de combustion ne sont généralement plus des domaines de croissance et que les inventeurs allemands n'ont pas grand-chose à offrir dans des domaines très innovants comme la communication numérique. Pour l'instant, l'OEB ne souhaite pas s'exprimer sur les reproches de l'IPQC et renvoie aux discussions en cours. Une nouvelle rencontre entre l'industrie et l'Office est prévue en avril ou en mai. Il pourrait redéfinir la relation entre l'Office et ses clients occidentaux.